



COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES

Objet : Résultats provisoires des entreprises publiques à fin 2022
et perspectives 2023

La présente Communication a pour objet d'informer le Gouvernement des performances enregistrées à fin 2022 par les entreprises publiques, sous réserve de leur certification par les Commissaires aux Comptes, et les potentiels risques budgétaires pesant sur l'Etat dans le cadre de leur gestion.

Le périmètre d'analyse porte sur quarante-sept (47) sociétés ayant transmis les informations requises, sur une cible de cinquante (50) entreprises publiques (sociétés d'Etat, sociétés à participation financière publique majoritaire et société à participation minoritaire et contrôlées par l'Etat).

I. RESULTATS PROVISOIRES DES ENTREPRISES PUBLIQUES A FIN 2022

L'évolution de l'environnement international au cours de l'année 2022 a fait peser des contraintes nouvelles sur les sociétés du portefeuille de l'Etat. En effet, l'impact haussier de la crise russo-ukrainienne sur les cours des produits pétroliers ainsi que sur les produits de base a impacté les résultats de certaines entreprises.

Nonobstant ce contexte peu favorable, les entreprises publiques ont maintenu la bonne dynamique observée ces dernières années au niveau de leur **chiffre d'affaires qui ressort à 4 475 milliards FCFA, en hausse de 64% par rapport à 2021**. Deux (2) entreprises affichent une forte hausse de leurs ventes, imprimant la croissance globale du chiffre d'affaires. Il s'agit des sociétés SIR (+1 358 milliards FCFA) et PETROCI HOLDING (+246 milliards FCFA). Ces performances s'expliquent en partie par l'effet-prix induit par la hausse des cours du pétrole.

Le résultat net global provisoire qui en découle, sous réserve de la certification des comptes, ressort excédentaire de 130 milliards FCFA. A périmètre constant, ce résultat net est en hausse de 65%, comparativement aux résultats de l'exercice précédent dont l'excédent était de 79 milliards FCFA.

Les différentes catégories d'entreprises publiques contribuent de manière plus ou moins équivalente à la formation de ce résultat consolidé de 2022.

Les sociétés d'Etat enregistrent un résultat net cumulé estimé à 44,2 milliards FCFA. L'excédent observé au niveau de ces entreprises est principalement tiré par les sociétés PAA (27,2 milliards FCFA), ANSUT (9,8 milliards FCFA), PETROCI HOLDING (6,4 milliards FCFA) et BNETD (6,2 milliards FCFA).

Les sociétés à participation financière publique majoritaire affichent également un excédent de 42,6 milliards FCFA, en lien avec les bonnes performances des sociétés BNI (23,1 milliards FCFA), GUCE-CI (7,5 milliards FCFA), LONACI (5,2 milliards FCFA) et LBTP (4,7 milliards FCFA).

Quant aux sociétés à participation financière publique minoritaire contrôlées par l'Etat, elles cumulent 43,6 milliards FCFA d'excédent, porté essentiellement par le résultat exceptionnel de la SIR (41,3 milliards FCFA), dû à la hausse du cours du pétrole sur le marché international.

En marge de la bonne performance globale des entreprises du portefeuille, douze (12) sociétés présentent un déficit à l'atterrissage 2022, cumulant 18 milliards FCFA de perte pour un déficit prévisionnel de 22,5 milliards FCFA. Il s'agit, entre autres, des sociétés BPCI, BHCI, Poste CI, Air CI, ANAH (ex SICOGI), RTI, INS, I2T, SNPECI et CNRA.



Le déséquilibre observé au niveau de l'ANAH est consécutif au ralentissement de ses activités en 2022, à la suite des transformations dont elle a fait l'objet. Quant aux déficits des autres sociétés sus-citées, ils s'expliquent par les difficultés structurelles auxquelles elles font face, en attendant la finalisation ou la mise en œuvre de leurs plans de relance.

En termes de perspectives pour l'exercice 2023, les bonnes performances des exercices antérieurs devraient se maintenir. En effet, **les budgets soumis par les entreprises publiques permettent de projeter un résultat net bénéficiaire de 112 milliards FCFA**, toutefois en baisse de 14% par rapport au résultat net provisoire de 2022. Ce recul serait principalement dû aux projections en baisse des résultats de la SIR (13,6 milliards FCFA contre 41,3 milliards FCFA en réalisation provisoire 2022), qui anticipe le retour à une situation plus habituelle sur le marché international des hydrocarbures.

II. RISQUES BUDGETAIRES LIES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES

a. Risque de dégradation des fonds propres

A l'analyse des comptes provisoires à fin 2022, onze (11) sociétés présentent des niveaux de fonds propres inférieurs à la moitié de leur capital social. Il s'agit des sociétés EDIPRESSE, SGMT, CNRA, INS, Banque Populaire CI, BHCI, VITIB, SNPECI, Air CI, Poste CI et CI-ENGINEERING.

Cette situation implique un besoin en recapitalisation d'un montant global de 204,5 milliards FCFA à fin 2022, dont 180,1 milliards FCFA à la charge de l'Etat au regard de son niveau de participation.

Ces entreprises éprouvent des difficultés financières qui trouvent leurs sources dans le déficit structurel de leurs activités. D'une manière générale, la mise en œuvre des plans de relance définis pour ces entreprises devrait permettre de restaurer leur situation bilancielle.

De façon spécifique, pour restaurer sa situation bilancielle, le CNRA compte poursuivre la mise en œuvre de son plan de restructuration entamée depuis 2019.

Pour ce qui est de l'INS, son statut juridique a été modifié en Agence d'exécution par la loi n°2020-950 du 7 septembre 2020 modifiant et complétant la loi n°2013-537 du 30 juillet 2013 portant organisation du Système Statistique National. L'adoption, par le Gouvernement, des textes d'application de ladite loi, permettra de finaliser les formalités juridiques liées à la modification du statut de la société.

Concernant la Banque Populaire CI, en marge des diligences en vue de sa recapitalisation, des mesures sont en cours pour optimiser le recouvrement des créances et recentrer l'offre de la banque sur des activités rentables. Il en est de même pour la BHCI, dont la stratégie de recapitalisation est en cours de réaménagement, en rapport avec le Ministère de tutelle technique.

En ce qui concerne la Compagnie Air CI, il est prévu une augmentation de capital pour financer son plan d'affaires et ramener ses fonds propres au-dessus de leur seuil minimum réglementaire.

b. Risque de défaut de paiement du service de la dette

Au 31 décembre 2022, vingt-deux (22) entreprises publiques sont tenues par des engagements financiers vis-à-vis des institutions financières nationales et internationales.

Le stock de la dette de ces sociétés est estimé à 2 675,9 milliards FCFA, en hausse de 16,4% par rapport aux données à fin 2021. Ce stock est reparti en trois (3) catégories, à savoir :

- les dettes rétrocédées (64%) qui s'élèvent à 1 721,1 milliards FCFA ;
- les dettes garanties (18%) qui ressortent à 468,7 milliards FCFA ;
- les dettes directes (18%) qui se situent à 486,1 milliards FCFA.

Les dettes sus-évoquées ont été principalement affectées aux projets du secteur électricité, portés par CI-ENERGIES, à l'extension du port d'Abidjan par le PAA, au financement de l'entretien routier par le FER, au renforcement de la flotte d'Air CI ainsi qu'à la restructuration des dettes de court terme de certaines entreprises publiques (SIR, CI-ENERGIES, etc.).



Comptabilisant 1 497,9 milliards FCFA de dette, CI-ENERGIES demeure la société la plus endettée. Elle est suivie par le PAA (517,6 milliards FCFA), le FER (220,1 milliards FCFA), la SIR (207,5 milliards FCFA), Air CI (85,9 milliards FCFA), l'ANSUT (57,8 milliards FCFA) et la SOGEDI (ex FODI) (44,8 milliards FCFA).

En outre, il importe de souligner que sept (7) sociétés cumulent des arriérés d'un montant total de 12,5 milliards FCFA. Il s'agit des sociétés AGEF, SOTRA, SIPF, Poste CI, ANAH (ex SICOGI), SNDI et EDIPRESSE. Des initiatives sont en cours pour la restructuration ou l'apurement des dettes concernées par des situations d'impayés.

D'une manière générale, plusieurs chantiers sont en cours en vue de mieux anticiper les risques de défaut de paiement des entreprises publiques.

Au plan réglementaire, le dispositif de contrôle de l'endettement des entreprises publiques a été renforcé par la prise d'une circulaire par Monsieur le Premier Ministre, rendant obligatoire, préalablement à la signature de prêts rétrocédés par l'Etat, la réalisation d'une analyse de la soutenabilité de cette dette par les entreprises publiques ainsi que la prise de mesures permettant, le cas échéant, à l'entreprise publique d'assurer le remboursement de son endettement.

Au niveau de la dette existante des entreprises publiques, une analyse de la viabilité de cette dette est en cours. Cette analyse devrait permettre de définir des mesures d'atténuation permettant d'améliorer la capacité de remboursement des entreprises.

Telle est l'économie des résultats provisoires des entreprises publiques pour l'année 2022 et les perspectives d'évolution en 2023.

LE MINISTRE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE DE L'ETAT



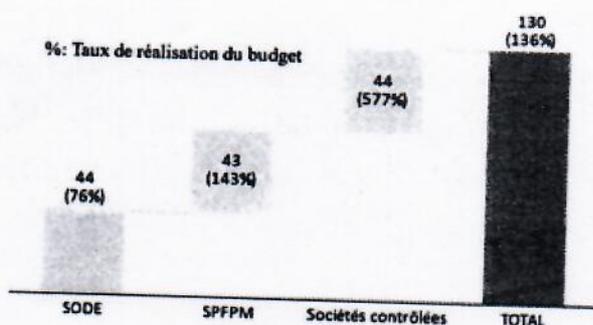
Moussa Sanogo
Moussa SANOGO



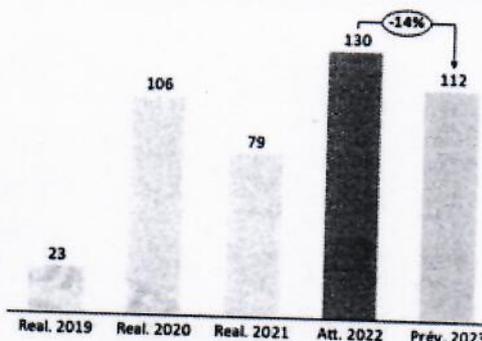
**ANNEXES A LA COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES RELATIVE AUX
RESULTATS PROVISOIRES DES ENTREPRISES PUBLIQUES A FIN 2022
ET PERSPECTIVES 2023**

Annexe 1 : Performances du portefeuille à l'atterrissage 2022 et prévision 2023 (en milliards FCFA)

Résultat net provisoire au 31 décembre 2022



Dynamique du résultat net et projection 2023



Annexe 2 : Performance provisoire 2022 du portefeuille par type de sociétés (en milliards FCFA)

4 474,9 milliards FCFA de chiffre d'affaires : 148% de l'objectif annuel				
Type de société	Chiffre d'affaires réalisé Att. 2022	Prévision de chiffre d'affaires 2022		Taux d'exécution Att. 2022
SODE	932,0	806,0	↑	116%
SPFP majoritaire	773,1	753,0	↑	103%
Société contrôlée	2 769,9	1 463,0	↑	189%
4 891,0 milliards FCFA de produits globaux : 143 % de l'objectif annuel				
Type de société	Total produits et équivalents mobilisés Att. 2022	Prévision de total produits et équivalent 2022		Taux d'exécution Att. 2022
SODE	1 175,3	1 110,1	↑	106%
SPFP majoritaire	889,3	830,7	↑	107%
Société contrôlée	2 826,5	1 468,8	↑	192%
4 760,7 milliards FCFA comme total charges : 144% de taux d'exécution				
Type de société	Charges exécutées Att. 2022	Prévision des charges 2022		Taux d'exécution Att. 2022
SODE	1 131,1	1 051,9	●	108%
SPFP majoritaire	846,7	800,9	●	106%
Société contrôlée	2 782,9	1 461,2	●	190%
130,3 milliards FCFA d'excédent : 136% de taux de réalisation de l'objectif annuel				
Type de société	Resultat net réalisé Att. 2022	Prévision de resultat net 2022		Taux d'exécution Att. 2022
SODE	44,2	58,2	⇒	76%
SPFP majoritaire	42,6	29,8	↑	143%
Société contrôlée	43,6	7,6	↑	577%



Annexe 3 : Performances individuelles au 31 décembre 2022 et projections 2023 (en millions FCFA)

Société	Type	Atterrissage 2022 (a)	RN prévu 2022 (b)	Taux de réalisation du RN 2022 (a/b)	RN prévu Budget 2023* (c)	Taux de croissance projeté (c-a)/a**
SIR	Société contrôlée	41 330,0	5 646,8	732%	13 559,8	-67%
PAA	Société d'Etat	27 215,6	24 255,8	112%	30 111,2	11%
BNI	SPFP majoritaire	23 072,9	21 882,0	105%	22 670,0	-2%
ANSUT	Société d'Etat	9 828,7	7 338,2	134%	8 248,3	-16%
GUCE-CI SA	SPFP majoritaire	7 481,8	3 335,7	224%	11 258,3	50%
PETROCI HOLDING	Société d'Etat	6 367,0	11 653,0	55%	14 054,0	121%
BNETD	Société d'Etat	6 214,1	3 715,3	167%	5 649,0	-9%
LONACI-SEM	SPFP majoritaire	5 210,8	3 904,8	133%	6 699,7	29%
LBTP	SPFP majoritaire	4 695,6	4 801,1	98%	5 285,4	13%
SOTRA	SPFP majoritaire	2 749,0	689,0	399%	3 252,0	18%
CML	SPFP majoritaire	1 920,4	3 827,8	50%	3 852,6	101%
CI-ENERGIES	Société d'Etat	1 810,3	2 543,2	71%	2 697,1	49%
ANADER	SPFP majoritaire	1 570,0	670,2	234%	119,9	-92%
SODEMI	Société d'Etat	1 557,0	14 136,5	11%	1 152,6	-26%
PASP	Société d'Etat	1 300,0	1 000,0	130%	1 500,0	15%
AGEROUTE	Société d'Etat	1 236,3	847,2	146%	1 671,7	35%
OIC	Société contrôlée	812,5	560,7	145%	1 012,5	25%
GESTOCI	Société contrôlée	790,0	698,0	113%	1 657,0	110%
VITIB SA	Société contrôlée	628,0	647,8	97%	555,7	-12%
SODEFOR	Société d'Etat	449,8	337,5	133%	232,5	-48%
ONEP	Société d'Etat	446,0	578,9	77%	180,0	-64%
SNDI	Société d'Etat	335,0	360,0	93%	352,5	5%
VERSUS BANK	SPFP majoritaire	315,0	3 921,0	8%	2 259,0	617%
SGMT	SPFP majoritaire	199,5	148,9	134%	118,6	-41%
AIGF	Société d'Etat	165,0	212,0	78%	165	13%
CI-ENGINEERING	SPFP majoritaire	176,6	-381,7	NA	-214,8	NA
EDIPRESSE	SPFP majoritaire	132,4	216,8	61%	-526,0	NA
AGEF	SPFP majoritaire	121,0	337,7	36%	171,7	42%
SODEXAM	Société d'Etat	116,8	0,0	NA	0,0	NA
SIPF	Société d'Etat	75,1	69,3	108%	77,9	4%
INIE	SPFP majoritaire	15,8	10,0	159%	11,9	-24%
IDT	Société d'Etat	13,1	65,9	20%	44,2	238%
SIVAC	Société contrôlée	4,88	2,24	217%	5,1	5%
FER	Société d'Etat	0,0	0,0	NA	0,0	NA
ONAD	Société d'Etat	0,0	0,0	NA	0,0	NA
SOGEDI (ex FODI)	Société d'Etat	-25,8	13,2	-195%	7,4	-129%
MGB	SPFP majoritaire	-96,4	93,9	-103%	5,6	-106%
CNRA	SPFP majoritaire	-180,7	1 491,4	-12%	829,4	-559%
SNPECI	Société d'Etat	-231,0	-189,8	NA	101,5	-144%
2T	Société d'Etat	-507,0	-1 066,6	NA	-1 167,9	NA
INS	Société d'Etat	-661,6	-512,3	NA	3,1	-100%
RTI	Société d'Etat	-702,0	105,0	-669%	219,0	-131%
ANAH (ex SICOI)	Société d'Etat	-803,6	1 243,5	-65%	389,1	-148%
AIR CI	SPFP majoritaire	-934,8	-12 664,3	NA	-12 293,7	NA
PCI	Société d'Etat	-1 153,0	-1 739,0	NA	-6 024,0	NA
BHCI	SPFP majoritaire	-3 862,0	-2 460,0	NA	-638,0	NA
BPCI (ex-CNCE)	Société d'Etat	-8 854,3	-6 786,2	NA	-7 092,0	NA
Total Général		130 343,7	95 560,3	136%	112 226,1	-14%

